



Elu-e-s régionaux Europe Écologie
Conseil Régional Midi-Pyrénées

Assemblée plénière

Jeudi 14 novembre 2013

Débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2014

Intervention de Guillaume Cros

Monsieur le Président,

Avant de venir ici, pour cette assemblée plénière, j'ai relu mon intervention prononcée l'an passé concernant les orientations budgétaires. Et bien, je me suis surpris de l'enthousiasme qui résonnait de mes propos, notamment croyant qu'allait être mis en œuvre l'acte III de la décentralisation.

L'acte III de la décentralisation - s'il s'était accompli - aurait modifié complètement l'ordre du jour aujourd'hui. Mais ce n'est pas le cas. Aujourd'hui, nous sommes face à l'échec de cette réforme, car nous devrions être en train de fixer les taux d'une fiscalité régionale, réinventée et vertueuse.

Cet objectif, je le rappelle, est la raison d'être d'un débat sur les orientations budgétaires, l'objectif est de fixer les taux de la fiscalité locale.
Et bien non !

Aujourd'hui, nous n'osons même pas augmenter le montant de la taxe régionale sur les cartes grises, ça rappellerait trop l'écotaxe et la frilosité de notre gouvernement sur la mise en place d'une véritable fiscalité écologique. Espérons que l'opposition se félicitera de ne pas voir le matraquage fiscal se poursuivre.

Nous allons tout de même voter le montant de la réfaction du taux de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques. Mais n'ayez pas peur, notre marge de manœuvre n'est pas bien importante, et cadrée par la loi de finance. La loi cadre même ce que nous pouvons financer avec cette dotation : les projets que l'Etat ne peut plus financer lui-même. C'est la remise en cause de l'universalité des budgets. Concernant cette TICPE – lorsqu'elle s'appelait la TIPP, je rappelle que certaines régions ont obtenu des dérogations afin que ces recettes soient des recettes de fonctionnement. Etant donné notre situation budgétaire, sachant qu'il n'y a pas de tension sur notre section d'investissement, peut-être serait-il plus judicieux de faire de même.

Monsieur le Président, on ne nous donne pas plus d'autonomie, mais on nous demande de faire toujours plus d'économie. Il sera intéressant d'ailleurs que vous évoquiez les travaux de la mission gouvernementale qui vous a été confiée sur le sujet. Et bien nous écologistes, nous pensons qu'un moyen de faire des économies et de rationaliser les dépenses publiques, c'est d'accomplir une bonne fois pour toute la décentralisation, d'éliminer certains échelons territoriaux, et surtout que l'Etat fasse confiance aux collectivités et arrête la tutelle incarnée par le maintien de certains services déconcentrés alors que les compétences ont été transférées.

Si j'étais optimiste l'année dernière, et bien aujourd'hui je dois bien avouer le contraire. Je qualifierai la situation d'un peu pathétique, et je me demande bien pourquoi nous tenons encore cet événement annuel contraint.

Nous sommes là – pour résumer la situation - à relire pour la 4ème année consécutive notre programme politique. Je ne dis pas qu'il n'est pas intéressant de le faire, il même important de le faire car notre budget évolue et nous mettons en place des politiques efficaces qui n'apparaissent pas dans notre programme commun de majorité. Mais cela n'est pas suffisant. L'ARF a travaillé, a fait du lobby, a proposé des amendements aux députés français. Mais nous devons faire un constat d'échec, et nous poser la question de la stratégie à suivre aujourd'hui.

Le groupe écologiste avait déposé un vœu, ainsi que le Front de Gauche, afin de maintenir la TVA sur les transports à 5,5%. La conférence des Présidents a refusé ce vœu. C'est regrettable, ces décisions vont avoir des répercussions importantes sur notre budget, ou pire sur celui des usagers. Voilà encore une preuve supplémentaire que la fiscalité doit être régionale.

Nous connaissons aujourd'hui les enjeux, environnementaux, économiques et sociaux, mais nous restons sur notre faim quant aux solutions timides que l'on nous propose.

Les régions doivent poursuivre leurs politiques engagées dans la transition écologique de l'économie, pour laquelle elles se sont montrées pionnières. Cette semaine a commencé le sommet sur le Climat, à Varsovie. Il y a quelques semaines le rapport du GIEC s'est montré alarmant. Il est absolument nécessaire que les Etats donnent des signaux pour la réussite du Sommet de Paris en 2015, sommet qui doit aboutir à une réglementation mondiale pour atteindre des objectifs acceptables. Mais je ne crois pas que les Etats seuls seront capables d'une telle sagesse. Il faudra que les collectivités territoriales jouent leur rôle, aux côtés de la société civile. Plusieurs élus de cette assemblée étaient à Bayonne pour la manifestation pour le climat Alternatiba. Nous devons multiplier ce type d'actions jusqu'au sommet de 2015 à Paris.

Je vais revenir plus précisément à notre ordre du jour, la DM2. Des ajustements budgétaires qui s'opèrent. Seule remarque : nous regrettons ce million d'euro attribué pour solder le plan d'urgence tabacole. Malheureusement nous n'aurons pas sauvé la filière, mais surtout nous ne l'aurons pas accompagné à sa reconversion.

Voilà, je vais passer la parole à certains de mes collègues, qui vont décliner quelques orientations que nous voulons voir engager en 2014. Mais je commencerai par une orientation qui trop souvent apparaît anodine, mais qui pour nous, écologistes, est primordiale, je veux parler de la démocratie participative ou de la concertation citoyenne. Nous n'avancions pas sur cette thématique, et je le regrette. Nous avons fait des propositions, nous avons engagé une charte, et Monsieur le Président, vous avez décidé d'abandonner cette direction. Les écologistes espèrent que 2014 sera l'année de la démocratie participative en Midi-Pyrénées - en tout cas, la deuxième génération de l'Agenda 21 peut en être l'outil.